

La première mouture de la Constitution fin prête aujourd'hui

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Condamné à un an de prison dont 6 mois avec sursis

Karim Tabbou sera libre le 26 mars

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5029 - Jeudi 12 mars 2020 - Prix : 10 DA

Cour suprême

Sellal, Khelil et Houda Feraoun parmi les accusés dans 6 nouvelles affaires de corruption

Page 4

Coronavirus, la règle des 3+3

Par Mohamed Habili

On arrive à la fin de la semaine, et toujours pas de nouvelles contaminations, ainsi que l'a confirmé, il y a deux jours, le ministre de la Santé A. Benbouzid. Cette bonne nouvelle ne concerne pas que l'Algérie, mais toute l'Afrique, où nulle part on n'observe l'effet boule de neige d'une épidémie dont l'un des traits caractéristiques, peut-être même le plus important, est la rapidité d'expansion. Le seul pays qui dans le continent a vu le nombre des cas faire un bond non négligeable, c'est l'Egypte, qui du même coup est passée devant l'Algérie dans le classement par le nombre de personnes infectées. Mais en Egypte, ces nouveaux cas sont apparus tous en même temps, sur un bateau de touristes parcourant le Nil, ce qui a rendu facile leur confinement. Ce «cluster» ne risque donc pas de diffuser. Il n'en est pas un à vrai dire, ayant été repéré avant qu'il n'entre en action. En Italie et en France, il ne se passe désormais plus de jours sans que le nombre des contaminés ne change non seulement de grandeur mais de dimension, même si leurs situations sont différentes à cet égard. Les experts chinois, les seuls auxquels se réfèrent depuis le début tous les autres, estiment à 3 la vitesse de propagation du virus, une personne porteuse pouvant en contaminer trois autres. C'est une vitesse où toutefois il n'est pas tenu compte du temps. Ni d'ailleurs du confinement, qui lui a justement pour but de ralentir la contamination.

Suite en page 3

Tebboune rejette l'endettement et le recours à la planche à billets

La chute du pétrole prise très au sérieux



- Arabie saoudite et Emirats persistent à augmenter encore plus la production



Ph/D. R.

Face à la chute drastique des prix du pétrole sur le marché mondial, pratiquement unique ressource en devises de l'Algérie, Abdelmadjid Tebboune a tenu mardi soir, au siège de la Présidence de la République, une réunion d'urgence consacrée à l'évaluation de la situation économique. Lire page 2

Avancement des vacances scolaires de printemps

Le ministre dément les rumeurs et refuse la demande des parents d'élèves

Page 3

Hommage à Abdelkader Alloula à Oran

Une archive importante remise au théâtre de la ville

Page 13

Tebboune rejette l'endettement et le recours à la planche à billets

La chute du pétrole prise très au sérieux

■ Face à la chute drastique des prix du pétrole sur le marché mondial, pratiquement unique ressource en devises de l'Algérie, Abdelmadjid Tebboune a tenu mardi soir, au siège de la Présidence de la République, une réunion d'urgence consacrée à l'évaluation de la situation économique.

Par Meriem Benchaouia

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé aujourd'hui 10 mars 2020, au siège de la Présidence de la République, une réunion de travail consacrée à l'évaluation de la situation économique, au lendemain de la chute drastique du prix du baril de pétrole sur le marché international, sous le double effet du ralentissement de l'économie mondiale, comme conséquence de la propagation du coronavirus et de la décision unilatérale prise par certains pays membres de l'Opep de vendre leur production de brut avec des rabais particulièrement agressifs», a indiqué un communiqué des services de la Présidence. «Étaient présents à cette réunion, outre le Premier ministre, les ministres des Finances, de l'Énergie, de l'Industrie et des Mines, de l'Agriculture et du Développement rural, du Commerce, le gouverneur de la Banque centrale, ainsi que le directeur de cabinet et le secrétaire général de la présidence de la République», précise le communiqué. «Après avoir entendu des exposés présentés par les participants à cette rencontre, le président de la République a donné ses orientations pour faire face à une conjoncture qui reste difficile mais face à laquelle l'État dispose des moyens nationaux pour y faire face», note la même source qui précise qu'«à ce titre le président de la République a instruit les membres du gouvernement présents à cette rencontre de prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour juguler les effets de cette



PHD. R.

conjoncture adverse sur l'économie nationale, mais aussi pour que le citoyen ne soit en aucun cas touché ni dans son revenu, ni dans son quotidien».

Le communiqué de la Présidence indique, en outre, que «le ministre des Finances a ainsi été instruit pour la présentation immédiate d'une première loi de finances complémentaire pour lever certaines incohérences de la loi de finances 2020, pour y inclure des mesures à même de contrer les effets financiers générés par la crise actuelle et recouvrer les recettes fiscales et douanières non perçues. Il a également été chargé d'accélérer le processus de création de banques privées islamiques et autres». «Le président de la République a rejeté, à cette occasion, de manière ferme le recours à l'endettement et au

financement non conventionnel», note le communiqué qui précise que «des instructions ont été données au ministre du Commerce pour une gestion intelligente des importations sans que le citoyen ou l'économie nationale ne soit privés de quoi que ce soit, sachant que l'État dispose de moyens suffisants pour les années 2020 et 2021 pour ne pas subir des pénuries d'intrants industriels ou de produits nécessaires à la vie du citoyen. Comme il a instruit le ministre de l'Agriculture d'augmenter la production nationale afin de réduire d'au moins 50 % l'importation de produits de consommation humaine et animale, notamment le maïs et les viandes rouges». «Le ministre de l'Industrie et des Mines a été instruit, pour sa part, de mettre immédiatement en place tout le

dispositif qui permette une production nationale basée sur une intégration d'au moins 70 % de l'industrie légère jusque-là maintenue artificiellement par la formule du CKD/SKD, et de relancer la construction mécanique avec un taux d'intégration, au départ, d'au moins 35 %».

Le ministre a été instruit, également, d'encourager sans aucune restriction la création de micro, petites entreprises et start-up et de lever toutes les formes d'entraves réglementaires et bureaucratiques à leur développement», lit-on encore sur le communiqué. «Le gouverneur de la Banque centrale a été instruit pour accompagner ce mouvement de relance de l'activité économique, de même qu'il lui a été ordonné, sous l'autorité du Premier ministre et en consultation avec le ministre des

Finances, de verser à la réserve légale en or toutes les saisies douanières ainsi que le Fond de solidarité nationale qui étaient gelés depuis plusieurs décennies à des niveaux qui ne leur permettaient pas de servir de garantie. De même, il a été chargé de veiller au remboursement des prêts accordés par les banques dans le cadre d'investissements privés», souligne encore la même source. Enfin, le président de la République a ordonné aux membres du gouvernement de continuer à suivre, sous l'autorité du Premier ministre et avec toute l'attention nécessaire, la situation en vue de prendre toutes les mesures qui s'imposent en cas de dégradation prolongée de la conjoncture pour qu'aucun citoyen ne soit touché par ses effets.

M. B.

— Vers de nouvelles concertations entre l'Opep et ses alliés pour enrayer la chute des prix —

Arabie saoudite et Emirats persistent à augmenter encore plus la production

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés se dirigent vers de nouvelles concertations autour des mesures à prendre pour enrayer la chute des cours, provoquée notamment par le coronavirus et la guerre des prix. Ainsi, une réunion du comité technique conjoint Opep-non Opep (JTC) est attendue pour le 18 mars courant, selon les déclarations des ministres de l'Opep+, à savoir celui de la Russie et du Kazakhstan, afin d'examiner l'évolution du marché pétrolier. La Russie, deuxième producteur mondial de pétrole et allié principal de l'Organisation sera présente à cette réunion. «Le dialogue se poursuit avec l'Opep et nous allons envoyer un représentant à la réunion du Comité technique conjoint prévu le 18 mars», a déclaré hier le ministre russe, Alexandre Novak. Il a ajouté que la situation du marché pétrolier n'était pas stable à cause de la propagation du coronavirus. Mardi, il a souligné que la Russie était prête à prolonger au deuxième trimestre l'actuel accord de réduction de la production en vigueur jusqu'à fin mars, soit une réduction de 1,7 million de barils par jour par

rapport au niveau d'octobre 2018. Pour sa part, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a appelé, hier, les pays membres de l'Opep et leurs alliés à réunir les experts du JTC en vue d'analyser les conditions actuelles du marché pétrolier qui fait face à un double choc d'offre et de demande, provoqué par l'épidémie de coronavirus. «L'Algérie, en tant que pays frère et ami de l'ensemble des pays membres de l'Opep et non-Opep, aura la facilité de s'entretenir et de chercher le consensus pour une action solidaire pouvant contribuer à stabiliser le marché», a déclaré M. Arkab, dans un entretien accordé à l'APS. Le retour de l'Opep et ses alliés à la table des discussions intervient dans un contexte marqué par une chute drastique des prix. Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Opep, a atteint mardi 35,71 dollars contre 34,71 dollars lundi, selon les données de l'Organisation publiées hier sur son site web. Mardi, le baril de pétrole coté à Londres a terminé la séance en hausse de 8,3 %, ou 2,86 dollars, à 37,22 dollars. A New York, le baril de WTI pour livraison en avril a clôturé à 34,36

dollars après avoir grimpé de 10,4 % ou 3,23 dollars. Cette progression est intervenue dans un contexte marqué par le retour d'espoir sur la relance des discussions entre l'Opep et ses alliés pour soutenir les prix de l'or noir. En revanche, les cours étaient en baisse hier, provoquée par les perspectives de hausse d'une production d'or noir déjà très abondante. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 35,91 dollars à Londres, en baisse de 3,52 % par rapport à la clôture de mardi, tandis qu'à New York, le baril américain de WTI pour avril perdait 3,52 %, à 33,15 dollars. Les réunions de l'Opep tenues les 5 et 6 mars derniers à Vienne ont été achevées sans prise de mesures pour soutenir les prix de brut. Les participants à la 178^e réunion de l'Opep avaient recommandé à leurs alliés, dont la Russie, une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour (bpj) jusqu'à fin 2020 pour soutenir les cours du brut. Cette recommandation n'a pas été validée par la 8^e réunion des pays Opep et non-Opep, sachant que la Russie soutient le maintien de l'accord actuel (1,7 million b/j). L'Arabie saoudite a annoncé par la suite la

plus importante réduction de ses prix de brut en 20 ans afin de gagner des parts de marché. Cette décision a fait chuter les prix jusqu'à 32 dollars. Hier, le géant pétrolier Saudi Aramco a annoncé qu'il envisageait d'augmenter sa capacité de production de pétrole d'un million de barils par jour (b/j) pour la porter à 13 millions b/j. Les Emirats arabes unis se sont dit aussi prêts à augmenter leur approvisionnement en pétrole de plus d'un million de baril par jour (bpj). «Conformément à notre stratégie de croissance de la capacité de production (...), nous sommes en mesure d'approvisionner le marché avec quatre millions de barils par jour (bpj) en avril», a indiqué, hier, l'entreprise publique Abu Dhabi National Oil Company (Adnoc) dans un communiqué. L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis sont deux alliés importants au sein de l'Opep. L'Opep+ avait porté en décembre dernier sa réduction globale de la production à 1,7 millions de barils/jour. Entré en vigueur janvier dernier, cet ajustement prendra fin le 31 mars.

Yanis Gh./APS

Avancement des vacances scolaires de printemps

Le ministre dément les rumeurs et refuse la demande des parents d'élèves

«Les vacances seront pour le 19 mars 2020 et non pas le 12, et nous n'avons pris aucune décision à ce sujet», a écrit hier le ministre de l'Education nationale sur sa page Facebook. Du coup, il a démenti les rumeurs relayées à propos de l'avancement des vacances scolaires de printemps et a refusé la demande de l'association des parents d'élèves.

Par Thinherine Khouchi

Depuis l'annonce du premiers cas de coronavirus et l'augmentation du nombre des personnes contaminées, les rumeurs circulent sur l'éventuel avancement des vacances scolaires pour éviter que le virus se propage en milieu scolaire. Depuis une semaine, certaines chaînes de télévision ont même confirmé l'avancement des vacances de printemps au 12 mars au lieu du 19 mais le ministre de l'Education nationale a démenti, hier, via sa page Facebook les rumeurs affirmant que : «Les vacances seront pour le 19 mars 2020 et non le 12 mars, et nous n'avons pris aucune décision à ce sujet». Par cette déclaration Mohamed Adjaout a démenti les rumeurs mais a aussi refusé «indirectement» la demande de l'Association nationale des parents d'élèves qui l'ont appelé à avancer la date des vacances de printemps à ce jeudi, 12 mars, comme mesure de prévention. En effet, Khaled Ahmed, président de l'Association des parents d'élèves, a indiqué avoir demandé une audience au ministre de l'Education pour demander officiellement à ce que la date des vacances scolaires de printemps, prévue pour le 19 mars prochain, soit avancée à jeudi, 12 mars, comme mesure de prévention afin d'éviter qu'il y ait une propagation du virus dans les



PH: D. R.

établissements scolaires. Il dira que «la situation est alarmante et il est préférable d'avancer la date des vacances scolaires puisque les élèves ont terminé les examens du deuxième trimestre, et il n'y a pas de nécessité de rester encore dans les écoles dans cette situation d'épidémie». Le président de l'Association des parents d'élèves a également demandé une deuxième audience auprès des responsables du ministère de la Santé. «Nous avons demandé à rencontrer un des responsables au niveau du ministère de la Santé afin de demander des assurances s'il y a

une totale maîtrise de la situation et qu'il n'y a pas de danger pour les élèves», a déclaré Khaled Ahmed. Malheureusement, dit-il, l'Association des parents d'élèves n'a pas reçu de réponse de la part du ministère de la Santé. Concernant cette réponse «indirecte» du ministère de l'Education, Khaled Ahmed se dit désolé que le ministre n'ait pas pris en considération la proposition de l'Association des parents d'élèves. Cependant, si les parents d'élèves préfèrent que les vacances scolaires soient avancées, les syndicats, eux, estiment que la situation

épidémiologique actuelle de l'Algérie ne nécessite pas une telle mesure. Ils préconisent plutôt de profiter de cette semaine pour organiser des portes ouvertes et des journées d'information pour les élèves, afin de les sensibiliser sur le coronavirus et les moyens de prévention. Ils appellent aussi le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires de prévention, notamment avec l'installation d'une cellule de veille au niveau des académies qui seraient en contact permanent avec les directeurs des établissements.

T. K.

Coronavirus en Italie

Aucun cas de contamination parmi les Algériens

Alors que l'Italie est le deuxième pays au monde le plus touché par le coronavirus derrière la Chine, avec plus de 10 000 cas au total et 631 décès, le Consul général d'Algérie à Milan, Ali Redjel, a tenu à rassurer sur le sort des Algériens établis dans ce pays, affirmant qu'«aucun cas de contamination par le coronavirus n'a été enregistré parmi les ressortissants algériens établis en Italie». «Je tiens à rassurer nos compatriotes vivant en Italie et leurs familles en Algérie que nous n'avons, fort heureusement, constaté aucun cas de contamination par le coronavirus parmi les ressortissants algériens qui se trouvent en Italie», a indiqué M. Redjel dans une déclaration à la Télévision nationale. A l'occasion, il a rappelé que depuis l'apparition du coronavirus en Italie et la prise de mesures préventives par les autorités italiennes compétentes pour éviter la propagation du virus, le Consulat général d'Algérie à Milan a enclenché «immédiatement» une

campagne de sensibilisation en direction des membres de la communauté nationale établie dans le nord de l'Italie qui est la zone la plus touchée par le virus en utilisant les canaux de communication disponibles comme les réseaux sociaux et les appels téléphoniques.

«Nous avons conseillé à nos compatriotes de suivre les consignes énoncées par les autorités sanitaires du pays d'accueil, d'être vigilants et de limiter les déplacements sauf en cas de nécessité impérieuse et de rester en contact permanent avec les services consulaires», a-t-il ajouté, soulignant que «tout ce travail se fait en étroite coordination avec les autorités publiques en Algérie et avec l'ambassade d'Algérie à Rome».

Plus de 4 300 morts dans 110 pays et risques de récession économique

Depuis l'apparition du nouveau coronavirus (Covid-19) en décembre dernier, le nombre de décès a franchi la barre des 4 351 sur plus de 120 000 personnes atteintes dans 110 pays et territoires, alors que la flambée actuelle du virus fait planer des risques de récession économique, outre des retombées sociales. Ainsi, la maladie a déjà tué plus de 4 300 personnes sur près de 120 000 cas d'infection recensés dans 110 pays et territoires, la Chine, l'Italie, la Corée du Sud, l'Iran et la France étant les plus touchés, selon un bilan compilé hier, par des médias, sur la base de données officielles dont celles des autorités compétentes et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La Chine continentale dénombre 80 778 cas, dont 3 158 décès et 61 475 personnes aujourd'hui guéries. Les pays les plus touchés après la Chine sont l'Italie (10 149 cas, 631 décès), l'Iran (9 000 cas, 354 décès), la Corée du Sud (7 755 cas, 60 décès), la

France (1 784 cas, 33 décès). Brunei, Turquie et Bolivie ont annoncé leurs premiers cas, la Belgique et l'Indonésie leur premier mort.

Des répercussions socio-économiques

L'organisation des Nations unies a décidé, avant-hier, de fermer les portes de son siège à New York au grand public, comme mesure de précaution en raison de la propagation de l'épidémie mondiale du coronavirus, recommandant à son personnel de recourir au télétravail et à des modalités de travail flexibles. Au plan économique, les marchés internationaux ont été pénalisés en raison du Covid-19 et des usines seront fermées de manière temporaire dans certains pays afin de mettre en place toutes les mesures nécessaires pour minimiser le risque de contagion.

Louiza Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Coronavirus, la règle des 3+3

Suite de la page une

Sur à penser que si le nombre des contaminés est aussi bas dans les pays africains, c'est parce que la détection est défailante, qu'en réalité il est bien plus élevé, la possibilité que le continent soit épargné, et sinon totalement du moins dans une bonne mesure, se renforce chaque jour davantage. Si c'était les systèmes de santé qui étaient défailants, il y aurait certes peu de contaminations rapportées, mais à l'inverse, il y aurait beaucoup de morts. Dans cette hypothèse, il y aurait même bien plus de décès que de cas, ce qui est absurde. Aucun gouvernement ne serait en mesure de faire l'impasse sur cette aberration. Moralité, les chiffres donnés par les Africains sont bons. Le Covid-19 n'a pas de prise en Afrique, ou alors il ne l'a pas eu encore. Son heure africaine, ce serait probablement pour plus tard. Selon les pronostics de tous, quand elle serait arrivée, elle serait et de loin la plus fructueuse pour lui. Ailleurs, dans les pays développés, on a pu lui opposer des moyens, qui en Afrique n'existent pas. L'épidémie commença à peine en Chine que l'OMS craignait pour les Africains, que son directeur général, un homme poli, désignait comme les pays «aux systèmes de santé pas suffisamment développés». Les Chinois, décidément les seuls qui semblent penser en l'occurrence, et dont du reste plus personne ne conteste l'affirmation que du moins chez eux l'épidémie est sur sa pente déclinante, sont d'avis que son espérance de vie est de trois autres mois. Elle est partie il y a trois mois, elle devrait être repartie, rentrée chez elle, dans les trois mois qui viennent. Tous les pays sérieusement atteints, et même ceux qui pour le moment ne le sont pas, s'appliquent cette même règle des 3+3. C'est probablement elle qui a fait dire à Emmanuel Macron qu'en France l'épidémie n'en était qu'à ses débuts. Les faits d'observation ne le contredisent pas. Le nombre de contaminations est encore croissant dans son pays, et à une cadence elle-même de plus en plus grande, ce qui veut dire que la phase des 3 premiers mois est encore relativement loin de son terme. En Afrique, il serait à peine exagéré de dire qu'elle n'a pas encore commencé.

M. H.

Présidence de la République

La première mouture de la Constitution fin prête aujourd'hui

■ La première mouture de la Constitution sera fin prête aujourd'hui jeudi ou, au plus tard, dimanche, a annoncé, hier à Alger, Mohamed Laagab, chargé de mission à la Présidence de la République.

Par Younès B.

Le Comité d'experts chargé de formuler des propositions de la révision de la Constitution, présidé par Ahmed Laraba, a finalisé la première mouture de la Constitution qu'il «remettra jeudi ou, au plus tard dimanche prochain au président de la République, Abdelmadjid Tebboune», a précisé M. Laagab qui intervenait lors d'un forum sur la révision constitutionnelle, initié par l'Organisation nationale des journalistes sportifs (ONJSA). La première mouture de la loi fondamentale sera imprimée la semaine prochaine pour être distribuée aux différents acteurs politiques, de la société civile et du tissu associatif pour débat et enrichissement. M. Laagab avait déjà indiqué que le Comité d'experts achèvera sa mission vers la mi-

mars et présentera une première mouture de la Constitution qui sera soumise à débat et enrichissement, conformément à l'agenda arrêté par le Président Tebboune.

Il avait annoncé aussi que tous les partis politiques agréés recevront une copie de la mouture de la Constitution, ainsi que toutes les associations de la société civile sans exclusion, les syndicats, les personnalités politiques et nationales et les enseignants universitaires et ce, de manière à assurer un large et riche débat pour aboutir à une Constitution consensuelle qui consolidera les libertés, la justice sociale, préservera l'unité nationale et limitera les attributions du Président, lesquelles ne seront plus impériales.

A l'issue des débats qui dureront un mois, la mouture sera soumise de nouveau au Comité des experts, lequel portera les amendements et les modifications proposés avant de soumettre le texte au Parlement puis à un référendum populaire. Pour rappel, le président de la République avait mis l'accent sur le respect de l'agenda arrêté pour la révision de la Constitution, le Comité d'experts ayant été instal-



Ahmed Laraba, président du Comité de révision de la Constitution

5^e Région militaire Chanegriha procède aujourd'hui à l'installation du nouveau Commandant

LE GÉNÉRAL-MAJOR Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, procède aujourd'hui à l'installation officielle du général-major Hamli Noureddine dans les fonctions de Commandant de la 5^e Région militaire à Constantine, en remplacement du général-major Atamnia Ammar, désigné Commandant des Forces terrestres, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Au nom de Monsieur le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 7 mars 2020, Monsieur le général-major Chanegriha Saïd, chef d'état-major de l'ANP par intérim, procédera demain jeudi 12 mars 2020, à l'installation officielle du général-major Hamli Noureddine dans les fonctions de Commandant de la 5^e Région militaire à Constantine, en remplacement du général-major Atamnia Ammar, désigné Commandant des Forces terrestres», précise le communiqué. «Cette installation constituera une opportunité pour Monsieur le général-major, chef d'état-major de l'ANP par intérim, pour tenir une réunion d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région», ajoute la même source.

L. M.

lé le 8 janvier 2020 et réparti en sept groupes de travail, conformément aux sept axes contenus dans la lettre de mission adressée par le chef de l'Etat au Comité. Le chef de l'Etat avait tracé, dans une lettre de mission adressée à M. Laraba, sept axes de propositions et recommanda-

tions autour desquels le Comité doit mener sa réflexion. Ces axes concernent «le renforcement des droits et libertés des citoyens», «la moralisation de la vie publique et de la lutte contre la corruption», «la consolidation de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs», «le renforcement du pouvoir de

contrôle du Parlement», «la consolidation de l'indépendance du pouvoir judiciaire», «la consolidation de l'égalité des citoyens devant la loi» et «la consécration constitutionnelle des mécanismes d'organisation des élections».

Y. B./APS

Cour suprême Sellal, Khelil et Houda Feraoun parmi les accusés dans 6 nouvelles affaires de corruption

Les dossiers de six nouvelles affaires de corruption impliquant notamment d'anciens ministres jouissant du privilège de juridiction, à l'instar de l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal et des anciens ministres de l'Energie et de la Poste et des télécommunications, respectivement Chakib Khelil et Imane-Houda Feraoun, ont été transmis aux conseillers instructeurs près la Cour suprême, a indiqué mercredi le Procureur général près ladite juridiction dans un communiqué. «Dans le cadre du traitement des affaires de corruption, des dossiers ayant fait l'objet d'ordonnances d'incompétence personae ont été transmis par la Cour de justice d'Alger à la Cour suprême, car impliquant des personnes jouissant du privilège de juridiction. Les dossiers ont été transmis aux conseillers instructeurs», précise-t-on de même source. La première affaire concerne la société «SNC LAVALIN» dans laquelle Khelil Chakib Mohamed, ancien ministre de l'Energie et des mines, Bouterfa Noureddine, PDG de la Sonelgaz, un ancien ministre et d'autres co-accusés» poursuivis pour «acceptation, de façon directe ou indirecte, d'indus avantages et leur octroi à autrui pour services rendus lors de l'exercice de leurs fonctions» et

d'autres co-accusés», sont poursuivis pour «conclusion de contrats contraires aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en vue d'accorder d'indus avantages à autrui, dilapidation de deniers publics et leur utilisation illicite à son profit ou au profit d'autrui ou d'une autre entité, exonération ou abatement illégal d'impôts et taxes, abus de fonction et négligence manifeste entraînant la perte de deniers publics». Impliquant «Khelil Chakib Mohamed, ancien ministre de l'Energie et des mines et d'autres co-accusés», la troisième affaire concerne la société «Brown and Root Condor (BRC)», a indiqué la même source, précisant que les charges retenues contre les accusés sont «la conclusion de contrats contraires aux dispositions législatives et réglementaires, détournement, dilapidation et usage illégal de deniers publics et bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents d'instances pour augmenter les prix, outre le bénéfice injustifié d'exonérations et d'abattements dans les taxes et impôts». La quatrième affaire concerne le complexe de Corso, dans laquelle sont accusés «Tamazirt Djamilia épouse Ikhtache ancienne ministre de l'Industrie et des Mines et d'autres co-accusés», pour

«abus de pouvoir volontaire à l'effet d'accorder d'indus privilèges en violation des lois et réglementations, octroi d'avantages indus lors de la passation de marchés publics, dilapidation volontaire et détournement de deniers publics dans le cadre de l'exercice des fonctions, trafic d'influence, conflit d'intérêts, fausse déclaration des biens, blanchiment d'argent et de revenus criminels issus de la corruption». La cinquième affaire concerne le dossier de Metidji Hocine Mansour, et dans laquelle sont accusés «Sellal Abdelmalek, ancien Premier ministre, Rahiel Mustapha Karim, ancien ministre directeur du cabinet du Premier ministre et d'autres co-accusés», pour «octroi d'indus avantages à autrui, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, trafic d'influence et participation au financement occulte de la campagne électorale». La sixième et dernière affaire est liée à Algérie Télécom (AT), dans laquelle sont accusés, Faraoun Houda-Imane, ex-ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, et d'autres co-accusés pour «infractions aux dispositions législatives et réglementaires, par l'octroi d'indus avantages à autrui lors de la passation de marchés publics, dilapidation de deniers publics et abus de fonction».

L M

Céréales

Les stocks de blé et de maïs restent inchangés dans le monde

■ Les chiffres de stocks et d'exportation des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de blé et de maïs n'ont pas été modifiés, en dépit de l'épidémie mondiale de coronavirus, selon un rapport mensuel du ministère américain de l'Agriculture publié mardi.

Par Salem K.



Concernant le blé, les stocks mondiaux de fin de campagne sont même en légère diminution, à 287,1 millions de tonnes (Mt), en raison d'une réévaluation à la baisse des stocks de début de campagne par le ministère. Seule la Russie voit son objectif d'exportation grimper d'un million de tonnes, à

35 Mt. L'Inde, en revanche, voit sa production légèrement réévaluée à 103,6 Mt (+1,4 Mt), et ses stocks progresser d'autant, ce qui pourrait favoriser son retour sur le marché mondial du commerce de blé, selon Gautier Le Molgat, analyste au cabinet Agritel. D'autant que «l'année prochaine, on s'attend à une

récolte record», souligne M. Le Molgat qui s'attend à ce que le pays soit «plus actif» et reprenne «quelques positions sur le marché international». Agritel estime selon lui «entre 4 et 6 millions de tonnes» la quantité de marchandises que l'Inde pourrait mettre sur le marché, principalement en blé fourrager pour l'Asie du Sud-

Est. Un retour facilité par l'augmentation en parallèle des stocks de riz indiens, «raison de plus pour lâcher le blé», selon M. Le Molgat. Concernant le maïs, c'est le statu quo général. Dans ce cas, tout comme dans celui du blé, les projections d'importation de la Chine demeurent inchangées, à respectivement 7

et 4 Mt, en dépit de l'épidémie. Seules petites modifications, la consommation du Brésil est revue à la hausse, concernant l'alimentation du bétail (57 Mt, +500 000 tonnes), tout comme la projection d'exportation de l'Ukraine (32 Mt, +1 Mt). Les Etats-Unis, eux, ne voient pas bouger leurs chiffres d'un iota, quel que soit le type de produit, y compris le soja. Concernant cette dernière marchandise, les stocks mondiaux augmentent assez nettement, à 102,4 Mt (+3,5 Mt), une progression imputable principalement à la révision à la hausse des productions argentine et brésilienne, de 1 Mt chacune, à respectivement 54 et 126 Mt. S. K./APS

Mines

Lancement de la chaîne logistique mondiale de bauxite Chine-Guinée

Chargé de 55 000 tonnes de bauxite en provenance de la Guinée, le navire «Qushanhai» est arrivé le 24 février au port de Rizhao à Rizhao, dans la province du Shandong (est de la Chine), ce qui marque la mise en opération officielle de la chaîne logistique mondiale de bauxite créée par la Chine et la Guinée dans le cadre de l'initiative «la Ceinture et la Route», indique He Zhihui, responsable d'Aluminum Corporation of China (Chinalco). Le port de Rizhao et Chinalco ont signé le 6 juin 2019 un accord de coopération stratégique sur la gestion des opérations portuaires d'un projet d'exploitation de la bauxite à Boffa en

Basse Guinée. La Chine est le plus grand producteur et consommateur d'aluminium au monde, mais elle a toujours manqué d'un approvisionnement stable en matières premières. En tant que plus grand pays exportateur de bauxite au monde, la Guinée est la base la plus importante pour l'approvisionnement stable de bauxite dans le monde. Le projet de bauxite est investi par Chinalco pour assurer un approvisionnement stable et durable des ressources de bauxite pour Chinalco. Sa capacité de développement initiale est de 12 millions de tonnes par an, et devrait atteindre 50 millions de tonnes

par an en fonction de l'évolution du projet. Le projet a été mis en service le 15 décembre 2019. Le premier navire «Qushanhai» a quitté le 6 janvier 2020 la Guinée. Après avoir traversé trois océans et deux continents et voyagé plus de 10 000 milles marins, le navire est arrivé au port de Rizhao en plus de 40 jours. Le port de Rizhao, le seul port en Chine à avoir deux lignes ferroviaires principales d'une longueur de plus de 1 000 kilomètres, peut accoster des navires d'un maximum de 200 000 tonnes. En 2019, le port a réalisé un total de 10,01 millions de tonnes de déchargement de bauxite, soit une augmentation

de 243 en glissement annuel. Actuellement, le port de Rizhao fournit non seulement des services de chargement et de déchargement efficaces et de haute qualité, mais également des services intégrés avec son propre centre de négoce de marchandises à large débouché, son réseau de bateaux et d'autres plates-formes pour répondre aux besoins individuels des clients, participer au développement des ressources de Chinalco à l'étranger et construire une chaîne logistique mondiale de la bauxite entre la Chine et la Guinée dans le cadre de l'initiative «a Ceinture et la Route» Hani Y.

Royaume-Uni

Baisse surprise et drastique des taux de la banque centrale

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé, mercredi, une baisse surprise de ses taux à 0,25 % afin d'aider l'économie britannique face au «choc» de l'épidémie de coronavirus, une décision qui intervient quelques heures avant la présentation du budget par le gouvernement. L'institution indique, dans un communiqué, avoir décidé, à l'issue d'une réunion d'urgence, une baisse drastique de ses taux qui passent de 0,75 % à 0,25 %. Cette baisse est la plus importante depuis début 2009, soit en pleine crise financière internationale. Les taux n'ont plus été aussi faibles depuis les mois qui ont suivi le vote pour le Brexit. La BoE va en outre encourager les banques à prêter aux entre-

prises et aux ménages, estimant que «l'activité va probablement s'affaiblir significativement au Royaume-Uni dans les prochains mois». Il s'agit probablement de la dernière décision prise sous l'égide du gouverneur Mark Carney qui quitte son poste en fin de semaine pour laisser la place à Andrew Bailey. La BoE emboîte le pas de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui a déjà annoncé la semaine dernière une baisse des taux sans attendre sa réunion régulière, afin de soutenir l'activité et de rassurer des marchés affolés par l'avancée de l'épidémie de coronavirus. La Banque centrale européenne (BCE) doit quant à elle dévoiler son dispositif aujourd'hui à l'issue de sa réunion. Dans

son communiqué, la BoE s'attend à un «choc économique qui pourrait être vif et important mais devrait être temporaire», expliquant que les PME vont être particulièrement affectées, tant par les perturbations des chaînes d'approvisionnement que par une demande plus faible. Les mesures spectaculaires sont annoncées par la BoE quelques heures avant la présentation par le gouvernement britannique de son premier budget post-Brexit. Le ministre des Finances, Rishi Sunak, en poste depuis un mois, doit prendre la parole cet après-midi devant le Parlement et devrait dévoiler des milliards de livres de dépenses supplémentaires pour soutenir l'économie. Afifa B.

Dans l'attente du plan économique de Trump La Bourse de Tokyo indécise en matinée

LA BOURSE de Tokyo ne prenait pas de direction claire hier en matinée, en dépit du sprint final de Wall Street la veille, dans l'attente des détails du plan de soutien à l'économie américaine face à l'épidémie de coronavirus. L'indice vedette Nikkei perdait 0,15 % à 19 837,51 points après 01h00 GMT, alors qu'à l'inverse l'indice élargi Topix prenait 0,79 % à 1 417,83 points. Longtemps hésitante elle aussi, la Bourse de New York a terminé sur un vif rebond de 5 % mardi, après avoir plongé lundi comme les autres places financières mondiales, affolées par la guerre des prix du pétrole entre l'Arabie saoudite et la Russie. Les mesures de «grande ampleur» promises par Donald Trump pour soutenir l'économie américaine se faisaient attendre, alors que leur présentation était initialement annoncée pour mardi. L'administration Trump a toutefois assuré que le plan devrait bientôt être présenté, tout en révélant que sa mesure phare consisterait à réduire voire supprimer les taxes salariales jusqu'à la fin de l'année. Le Japon a quant à lui annoncé mardi un net renforcement de ses aides pour l'économie nationale, notamment sous forme de prêts à taux zéro pour les petites entreprises du pays, dont beaucoup sont ébranlées par la crise du coronavirus. Cependant, la Bourse de Tokyo avait déjà en partie intégré dès mardi les plans d'aide américain et japonais, et oscillait surtout au gré du cours du yen face au dollar. H. N.

Alger

La première phase de réaménagement et de réhabilitation du vieux bâti atteint 95%

■ Le taux d'avancement des travaux de réaménagement et de réhabilitation des bâtis et vieux quartiers à Alger, lancés dans le cadre de la revalorisation du vieux tissu urbain de la capitale, a atteint 95%, a fait savoir le wali d'Alger, Youcef Chorfa.

Par Nassima A.

«**L**ancés en 2014, le taux d'avancement des travaux de la première phase de l'opération de réaménagement et de réhabilitation des bâtis et vieux quartiers à Alger, a déclaré M. Chorfa à la presse, en marge d'une visite d'inspection aux différents chantiers de réalisation de logements publics locatifs (LPL), à Soudania, Douéra et Baraki. La deuxième phase de cette opération débutera, selon le wali, incessamment et inclura le reste des bâtisses du vieux parc immobilier de Belouizdad, Hussein Dey, El Biar, El Madania et Bab El Oued. Lors de la première phase, des bureaux d'étude et des entreprises seront mobilisés pour mener à bien ce projet, a soutenu le chef de l'exécutif, affirmant que «des montants financiers supplémentaires seront débloqués pour parachever le programme tracé», sans préciser la valeur du montant. Selon le wali, le parc de l'habitat à Alger sera renforcé, d'ici la fin de l'année en cours, par un premier quota de 7 000 logements sur 22 000 unités en cours de construction de formule «sociale», qui seront distribués progressivement. S'enquérant des travaux du projet 2000 logements de la cité «Roukhi

Abderrahmane» à Soudania, le wali d'Alger a pris note des explications faisant ressortir un taux de 78% d'avancement des travaux, et une distribution devant passer par 5 étapes d'ici juin 2021. M. Chorfa a indiqué que cette nouvelle cité sera renforcée par de nouveaux groupements scolaires et un lycée d'une capacité de 1 000 élèves en prévision de la prochaine rentrée scolaire, appelant les services de Sonelgaz à parachever la réalisation du réseau des transformateurs au nombre de 22 pour alimenter la cité. A Douéra où il a inspecté le projet de réalisation de 924 logements publics locatifs (LPL), le wali a exhorté les



responsables de l'entreprise chinoise à relancer les travaux et à respecter les délais, notamment suite à la régularisation des créances de cette entreprise. Le wali a donné des instructions strictes aux maîtres d'œuvre au niveau des cités 2800 logements à Houch Mihoub 1 (Baraki) et 1400 logements à Houch Mihoub 2 (Baraki) et ce pour une

meilleure organisation des différents chantiers et leur renforcement par les moyens nécessaire notamment humains, outre le parachèvement des structures et le reste des équipements dans les délais impartis. Concernant le remplacement de la main d'œuvre chinoise qui fait défaut en raison de la propagation du Coronavirus, le wali a rappelé

que les maîtres d'œuvre se chargeront de cette question conformément au cahier de charge et aux contrats conclus entre les deux parties. Pour ce qui est des logements vacants à Alger, le wali a souligné l'importance de signaler ce genre de cas pour permettre aux services de la wilaya d'ouvrir une enquête.

N. A.

Béjaïa

Une production inattendue de plus de 25 millions de litres d'huile d'olive

A trois semaines de sa clôture, la campagne oléicole dans la wilaya de Béjaïa, a rapporté des rendements inattendus, avec des productions estimées à plus de 1,3 million de quintaux d'olives et 25 millions de litres d'huile d'olive, indique un bilan de la Direction des services agricoles (DSA). Ces rendements laissent augurer la réalisation d'une saison quasi-exceptionnelle, aisément comparable avec les meilleures performances de la décennie 1990, où a été atteint deux fois le pic de 27 millions de litres. Ils dépassent également les prévisions d'avant campagne arrêtées à 1,1 million de quintaux

d'olives (y compris l'olive de table prévue à 537 000 quintaux) et 22 millions de litre d'huile. Réalisée sur un verger qui compte une surface en rapport de 51.650 hectares et qui regroupe près de 5,3 millions d'arbres, cette production a été soutenue par des rendements appréciables, marqués par une productivité de 21,49 quintaux à l'hectare et 19,45 litres par quintal. Une évolution palpable qui n'a pas tardé du reste à impacter le prix de cession au détail de l'huile, qui est passé allègrement de 700-800 dinars en début de campagne (mi-novembre) à 500-600 DA (fin février). Du reste, beaucoup de

mouliniers nourrissent de réelles craintes quant à l'écoulement de leur stock, d'abord à cause de l'abondance de la production ensuite en raison du recul inexplicable des achats, le phénomène s'étant déjà traduit par des méventes de la collecte de la saison précédente (2018-2019), souligne la DSA, expliquant que cette franche embellie tient en plusieurs facteurs favorables, notamment la rareté des accidents climatiques (vents, grêle, sécheresse) et le recul des maladies voire leur absence (le mildiou, le docus et la teigne) dont la conjonction a fait rayonner les vergers.

F. K./APS

Batna

Le Centre d'instruction de l'arme blindée ouvre ses portes aux médias

Le Centre d'instruction de l'arme blindée «chahid Messaoud Mebarkia» au centre-ville de Batna a ouvert mardi ses portes aux médias dans le cadre d'une visite guidée pour présenter cette structure relevant de la 5^e Région militaire «chahid Zighoud Youcef».

Dans son allocution donnée à l'occasion, le commandant du

Centre, le colonel Abdelmounaïm Bouteraâ a inscrit l'initiative dans le cadre du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) de 2020 visant «davantage de rapprochement et de communication de proximité envers toutes les catégories de la société». Le commandement supérieur de l'ANP, a-t-il ajouté, insiste

sur l'ouverture des portes des structures de formation au public et aux médias nationaux pour présenter leurs diverses missions et activités.

Un documentaire a été ensuite présenté aux représentants de différents organes de presse mettant en avant les missions et structures pédagogiques du Centre qui assure la formation de

soldats compétents pour l'accomplissement avec professionnalisme des tâches qui lui sont confiées.

Les invités du Centre qui ont pu également assister à une partie des séances de formation dans la salle des simulateurs d'armes légères et de la conduite d'engins de combat, ont visité les ateliers de démontage et

remontage des armes légères. Ils ont également reçu des informations sur les conditions d'intégration du Centre et du quotidien des soldats stagiaires. Des cadres militaires du Centre ont répondu aux questions multiples des journalistes présents à la visite clôturée par une exhibition d'arts martiaux du style kuk sool.

Le Centre d'instruction de l'arme blindée "chahid Messaoud Mebarkia" assure la formation de tireurs de char pour les sous-officiers contractuels et des éléments militaires du service national avant leur affectation aux diverses unités de combat. Créé le 14 juillet 2008 au sein de l'Ecole d'application de l'arme blindée de Batna, ce Centre d'instruction a été transféré ensuite vers le 1er centre d'instruction de la première brigade blindée de Barika avant d'être de nouveau transféré vers l'ancien siège de l'école d'application de l'arme blindée au centre-ville de Batna.

O. Y.

Oran

Prochaine attribution de plus de 2 300 logements AADL

Quelque 2 304 logements de type location/vente seront distribués vers la fin du mois de mars en cours au niveau du pôle urbain «Ahmed Zabana», dans la commune de Misserghine (Oran), a-t-on appris de la directrice de wilaya de l'habitat. M^{me} Fairouz Djabri a fait état de la distribution de 2 000 logements location/vente au site no 2 et 304 autres au site n° 3 du nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana».

Elle a également annoncé l'achèvement des travaux de réalisation de ce programme d'habitat ainsi que ceux concernant le raccordement au réseau de gaz de ville alors

que le projet de revêtement des routes tire à sa fin. Ce quota est le deuxième à être distribué au niveau de ce même site après un premier lot de 2 800 unités attribué en novembre dernier.

M^{me} Djabri a, par ailleurs, annoncé la programmation de la distribution progressive d'un total de 15 143 unités de type AADL au même pôle urbain de Misserghine, et ce, jusqu'à la fin de l'année en cours. Par ailleurs, quelque 11 805 logements ont été distribués jusqu'à ce jour à Ain El Beida, Es-Sénia sur un total de 38 265 logements inscrits en faveur des souscripteurs du programme

2013 de la wilaya d'Oran. La commission chargée du contrôle de la qualité de réalisation des logements des différents programmes d'habitat soutenus par l'Etat poursuit ses missions depuis son installation en mai dernier à Oran, a rappelé la même responsable. Composée des représentants de plusieurs directions et du CTC, cette commission procède au contrôle de la qualité des logements avant la remise des clés à leurs bénéficiaires. Elle a relevé plusieurs réserves concernant la qualité des projets d'habitat pris en charge par des entreprises de réalisation.

R. S.

Pour tenter de relancer le processus politique en Libye

Les dirigeants africains se retrouvent aujourd'hui à Oyo

■ Le Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye tiendra, jeudi à Oyo, son neuvième sommet pour tenter de relancer le processus politique dans ce pays, plus que jamais dans l'impasse, notamment après la démission de l'émissaire de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé.

Par Mondji B.

Le sommet réunira tous les acteurs participant à la résolution de la crise en Libye, notamment les chefs d'Etat et de gouvernement du Comité de haut niveau, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de paix et de sécurité de l'UA et des représentants des Nations unies.

Les deux autorités rivales qui se disputent le pouvoir en Libye: le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, et l'autre autorité de l'Est ayant un gouvernement et un parlement acquis au maréchal Khalifa Haftar, seront présentes à ce sommet.

Le président du Conseil présidentiel du GNA, Fayez Al-Sarraj, le maréchal Haftar, ainsi que le président du haut conseil d'Etat, Khaled Al-Michri, et le président du parlement, Aguila Saleh Issa devraient prendre part aux travaux de ce sommet.

Cette nouvelle rencontre, la deuxième depuis le début de l'année, s'inscrit dans le cadre des actions menées par l'Union africaine pour le règlement du conflit libyen.

L'Union africaine (UA) a affirmé, à plusieurs reprises, son mécontentement face à sa marginalisation par la communauté internationale, dans la résolution de la crise en Libye, exprimant sa volonté de se ressaisir du dossier libyen.

À la veille du 33^e sommet de l'UA, tenu en février à Addis-Abeba, le CPS a entériné une série de mesures visant à sur-

veiller le cessez-le feu en Libye.

Le CPS souhaite coopérer avec l'ONU sur l'envoi en Libye d'une mission conjointe pour évaluer la situation sur le terrain et préparer le déploiement d'une autre mission d'observateurs pour surveiller le cessez-le-feu à Tripoli et dans d'autres régions où c'est nécessaire.

Le CPS a prévu également la création d'un groupe de contact au niveau du comité de haut niveau de l'UA sur la Libye pour assurer un suivi régulier de la situation dans ce pays, en proie à la guerre civile, depuis la chute du régime de Maâmmar El Guedhafi en 2011.

Même si un cessez-le-feu est observé en Libye depuis le 12 janvier après d'intenses efforts diplomatiques de l'Algérie pour parvenir à une solution politique à la crise telle que préconisée par les Nations unies, la trêve reste fragile.

L'Algérie prône la solution politique

L'Algérie, qui plaide pour l'arrêt de toutes les ingérences en Libye, appuie fortement les efforts continus pour mettre fin durablement aux hostilités et réunir les conditions du dialogue entre les libyens qu'elle considère comme «unique et seul moyen de parvenir à une issue à la crise et d'éviter à ce pays africain d'être le théâtre des rivalités entre Etats».

Cette position a été réaffirmée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors du dernier sommet de l'UA, réitérant la disponi-



bilité de l'Algérie à «abriter la dialogue entre les frères libyens».

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a souligné, à plusieurs occasions, que la solution à la crise libyenne «ne peut être que politique», relevant, à chaque fois, «la capacité des frères libyens à dépasser leurs divergences sans ingérence extérieure».

Le chef de la diplomatie algérienne a également «réitéré l'entière disponibilité de l'Algérie à accompagner les frères libyens, dans le processus de dialogue et de règlement politique, tout en restant à équidistance de toutes les parties et avec le même degré de franchise et de confiance».

C'est dire que le sommet de jeudi pourrait être l'occasion de rapprocher les deux belligérants en vue de rétablir la paix dans ce pays après l'échec des multiples efforts internationaux entrepris jusque-là. Fin février, le premier cycle des pourparlers politiques libyens tenu à Genève s'est achevé «sans résultat», avec la participation seulement d'une

partie des délégués.

Ces pourparlers tenus sous l'égide de l'ONU ont été lancés sans la participation des belligérants (le maréchal Khalifa Haftar et le gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez el-Sarraj) mais en présence d'une vingtaine de personnalités indépendantes et des acteurs de la société civile libyenne.

Les pourparlers politiques ont suivi l'achèvement d'un deuxième tour des pourparlers de la Commission militaire conjointe (JMC), parrainés par l'ONU, entre les parties en conflit.

Cœuvrer pour un cessez-le-feu durable et la fin des ingérences

L'ex-envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, qui a dénoncé régulièrement les ingérences étrangères en Libye, estimant que celles-ci compliquent le conflit dans le pays et rendent difficile toute solution politique, a regretté leur poursuite malgré les engagements pris à la conféren-

ce internationale de Berlin en janvier.

Lors de cette conférence, les délégations des onze Etats et de quatre organisations internationales, Nations unies (ONU), Union européenne (UE), Ligue arabe et Union africaine (UA), ont adopté une déclaration commune dans laquelle elles ont appelé à «un cessez-le-feu permanent» en Libye, à «respecter l'embargo de l'ONU sur les armes», à «s'abstenir de toute ingérence dans le conflit armé» et à relancer le «processus politique» brisé par l'attaque de Tripoli en avril 2019 par le maréchal Khalifa Haftar.

Ils réaffirment, un mois plus tard, lors de la 1^{re} réunion du comité international de suivi de la Conférence de Berlin, leur attachement aux conclusions de cette conférence et leur engagement indéfectible à leur pleine mise en œuvre, se félicitant de «la résolution 2510 (2020) du Conseil de sécurité du 12 février 2020 approuvant les conclusions de Berlin».

D. B./APS

Droits de l'Homme

Les prisonniers sahraouis victimes de discrimination et de violations marocaines

L'Association pour la protection des prisonniers politiques sahraouis a dénoncé la poursuite de l'exercice de la discrimination raciale et des violations des droits de l'Homme, commises par les autorités pénitentiaires marocaines contre les prisonniers politiques sahraouis du groupe «Gdiem Izik».

L'Association sahraouie, a précisé dans un communiqué publié lundi, qu'elle a obtenu «des données concernant certains des prisonniers politiques du groupe "Gdiem Izik" et leurs conditions de détention précaires, en raison de la politique discriminatoire pratiquée à leur encontre».

«Les deux prisonniers politiques sahraouis, Abdullah El-Uali Khfauni et Bachir El Abd Mohtar ont entamé une grève de la faim lundi et mardi dans la prison centrale de Quneitra et la prison de Tiflet 2, respectivement, pour protester contre la politique de représailles et de discrimination exercée par l'administration générale des prisons», a souligné l'Association dans son texte.

Dans le même contexte, explique l'Association, «le prisonnier politique sah-

raoui du groupe de Gdiem Izik, Sidi Abdullah Abhah, qui se trouve à la prison de Tiflet 2, continue de vivre dans des conditions très difficiles sans la moindre attention ni intervention de l'administration pénitentiaire générale».

«Selon le dernier contact avec le prisonnier politique vendredi dernier, il s'est plaint d'une grave détérioration de sa santé, de fortes douleurs dans tout le corps et d'une fièvre accrue, provoquée par le manque d'assistance médicale», a dénoncé l'organisation sahraouie.

Plusieurs ONG dénoncent les violences marocaines

Dans son rapport annuel de 2019 sur les droits de l'Homme présenté au mois de janvier, l'ONG américaine Human Rights Watch, a enregistré «la détention continue de 23 Sahraouis par le Maroc après avoir été condamné à la suite de procès inéquitables en 2013 et 2017 sur la base d'aveux forcés, sans enquête sérieuse sur leur torture physique dans les postes de police et de la gendarmerie,

après les affrontements qui ont éclaté suite au démantèlement violent et sanglant par les autorités marocaines du camp de protestation Gdiem Izik près d'El-Ayoun occupée, en 2010».

L'ONG a également souligné que le processus de paix supervisé par les Nations Unies, entre le Front Polisario et le Maroc pour l'autodétermination au Sahara occidental, est au point mort depuis la démission de l'envoyé spécial Horst Kohler, et qu'aucun successeur n'est désigné pour le moment.

Dans un rapport sur l'état des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé, l'Association des défenseurs des droits de l'Homme des Sahraouis (Codesa) a dénoncé les violations continues par l'occupant marocain des droits fondamentaux du peuple sahraoui, en particulier le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. La Codesa a abordé les violations commises par le Maroc au cours du mois de novembre 2019 dans le domaine des droits de l'Homme à l'égard des civils sahraouis dans les villes du Sahara occidental, où les services militaires et civils maro-

cains continuent de confisquer les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels dans un déni flagrant du droit international, du droit humanitaire et des droits de l'Homme.

Malgré la sourde oreille du Maroc, ajoute la Codesa, «un groupe de pays de l'Union européenne continue de soutenir l'occupant marocain en continuant d'exproprier le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination de manière pure et simple sur la base d'une politique conspiratrice visant principalement à exploiter les ressources naturelles, minérales et halieutiques du Sahara occidental, notamment par la France et l'Espagne».

Le Maroc a continué de confisquer le droit des civils sahraouis à exprimer et manifester pacifiquement dans les villes du Sahara occidental, assiégeant de nombreux sites et lieux avec divers appareils répressifs et empêchant les manifestants sahraouis de les atteindre, en utilisant divers outils et moyens avec des pratiques dégradantes de la dignité humaine, a-t-on dénoncé dans le rapport.

H. N.



Primaires Démocrates

Biden creuse l'écart et tend la main à Sanders

■ Joe Biden a pris mardi un avantage déterminant dans les primaires Démocrates et a tendu la main à son adversaire Bernie Sanders pour battre «ensemble» Donald Trump lors de la présidentielle de novembre aux États-Unis.

Par Rosa C.

Mississippi, Missouri, Idaho, et surtout Michigan, une prise symbolique: l'ancien vice-président de Barack Obama a largement remporté au moins quatre des six États en jeu lors de ce «mini-Super Tuesday». Les résultats ne permettaient pas encore de désigner un vainqueur dans le Dakota du Nord et l'État de Washington. «Je tiens à remercier Bernie Sanders et ses partisans pour leur inlassable énergie et leur passion», a déclaré le champion du camp modéré à l'adresse du sénateur socialiste. «Nous avons le même but et

ensemble, nous battons Donald Trump, nous rassemblerons ce pays», a-t-il lancé dans un discours sobre, assurant incarner «le retour de l'âme de la nation». Que va faire Bernie Sanders? La pression de l'establishment Démocrate, qui redoute que ses idées très à gauche pour les États-Unis n'effraient les électeurs centristes, s'est immédiatement accentuée pour qu'il se retire au nom du rassemblement contre le président républicain. Dans l'immédiat, le sénateur, rentré dans son fief du Vermont, a décidé de ne pas s'exprimer mardi soir. Un silence qui en dit long sur le dilemme de celui qui prône une «révolution politique»

et a électrisé des foules souvent jeunes autour de ses promesses d'assurance-maladie universelle et d'études gratuites. «Ne nous voilons pas la face, c'est une soirée difficile», a reconnu l'étoile montante Démocrate Alexandria Ocasio-Cortez, soutien actif de «Bernie». Une porte-parole du sénateur a néanmoins donné rendez-vous au prochain débat télévisé, qui sera pour la première fois un face-à-face entre les deux septuagénaires. «Dimanche, l'Amérique va enfin entendre Biden défendre ses idées, ou son absence d'idées», a ironisé Briahna Joy Gray. Joe Biden, 77 ans, grand favori depuis ses victoires des dix derniers jours et les ralliements en cascade d'ex-candidats modérés, a confirmé sa capacité à s'imposer très largement dans le Sud des États-Unis et auprès des Afro-Américains, un électoral-clé pour les Démocrates. Mais aussi au-delà, dans un bastion industriel du Midwest comme le Michigan, que les Démocrates espèrent ravir le 3 novembre à Donald Trump qui y avait remporté une victoire surprise en 2016. Grâce à ses victoires, il a engrangé de nombreux délégués appelés à désigner, en juillet, le candidat Démocrate à la Maison Blanche. Et son avance semble toujours plus difficile à rattraper pour Bernie Sanders, 78 ans. L'équipe de campagne de Donald Trump a affirmé que les deux candidats étaient «les deux faces d'une même médaille» et qu'ils défendraient un projet «socialiste». Joe Biden et Bernie Sanders ont dû annuler leurs meetings prévus mardi soir dans l'Ohio en raison du coronavirus, venu pour la première fois perturber la campagne. Mardi, plusieurs millions d'Américains ont toutefois pu



Ph. > D. R.

voter sans incident. Tous les yeux étaient rivés sur le Michigan car cet État est un gros pourvoyeur de délégués. Mais aussi car Bernie Sanders y avait créé la surprise lors des primaires de 2016 en s'imposant face à la favorite Hillary Clinton. Le sénateur du Vermont devait donc absolument renouveler cet exploit et faire mentir des sondages favorables à Joe Biden pour espérer se relancer. Au contraire, le candidat modéré a obtenu une quinzaine de points d'avance. A Détroit, plus grande ville du Michigan, les partisans de Joe Biden ont laissé exploser leur joie à l'annonce des résultats. Bravant le froid pour se rendre aux urnes aux aurores, Cecilia Covington, artiste de 61 ans, affichait un soutien sans faille à l'ancien vice-président. «Nous devons chasser le 45^e (président) du pouvoir», a-t-elle expliqué à l'AFP dans une école primaire du centre-ville, évoquant Donald Trump. «Je pense que Biden porte une vision et une

promesse de rassemblement», a-t-elle ajouté. Lors d'une visite dans une usine Fiat Chrysler en construction à Détroit, Joe Biden, connu pour ses gaffes à répétition et ses emportements, s'est lâché face à un ouvrier qui l'accusait d'attaquer le droit des Américains à détenir des armes. «Arrête tes conneries», lui a-t-il lancé, une scène immédiatement devenue virale sur les réseaux sociaux. Il a démenti l'idée qu'il voudrait désarmer ses concitoyens. A l'exception d'Elizabeth Warren qui n'a pas fait connaître sa préférence, les anciens grands candidats se sont ralliés à celui qui est désormais archifavori des primaires: Michael Bloomberg, Pete Buttigieg, Amy Klobuchar, Kamala Harris, Cory Booker ou encore Andrew Yang. Conscient que son âge peut être un handicap, même si son adversaire est plus âgé que lui, Joe Biden s'est présenté comme un «pont» vers une nouvelle génération de dirigeants Démocrates. R. C.



Commentaire

Aide

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait plusieurs semaines que le président turc Recep Tayyip Erdogan menace l'Union européenne de ne plus retenir les centaines de milliers de réfugiés qui se bousculent à la frontière turque et de les laisser passer pour rejoindre le Vieux Continent. Une situation qui inquiète énormément l'UE qui n'a toutefois toujours pas pris de décision ferme pour répondre à Erdogan. Ce dernier a affirmé hier encore que son pays garderait ses frontières avec l'Europe ouvertes pour laisser passer les migrants tant que l'Union européenne n'aura pas offert de réponse «concrète» à ses exigences. Lors d'un discours à Ankara, le chef d'État a mentionné la reprise des discussions sur l'exemption de visas pour les ressortissants turcs voulant se rendre en Europe, l'ouverture de nouveaux chapitres dans le processus d'adhésion d'Ankara à l'UE (actuellement au point mort), une modernisation de l'union douanière et une aide financière supplémentaire. «Nous ne faisons la manche auprès de personne. Tout ce que nous voulons, c'est que les promesses faites à notre pays soient tenues», a-t-il ajouté. La veille, le président turc avait indiqué qu'il espérait des progrès sur ces questions d'ici à un sommet du Conseil européen qui doit se tenir le 26 mars. Par ailleurs, il a affirmé qu'il recevrait le 17 mars à Istanbul la chancelière allemande Angela Merkel et le chef de l'État français Emmanuel Macron, mais la présidence française n'a pas confirmé la tenue d'un tel sommet. Les déclarations du président turc interviennent au surlendemain d'un déplacement à Bruxelles lors duquel il s'est entretenu avec de hauts responsables européens sur la question des migrants. La Turquie a annoncé fin février l'ouverture de ses frontières avec l'Europe, provoquant l'afflux de milliers de migrants à la frontière grecque et réveillant en Europe le souvenir de la crise migratoire de 2015. Hier, le président turc s'en est également pris avec virulence aux autorités grecques qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau pour repousser les migrants. «Il n'y a aucune différence entre ce que faisaient les nazis et les images qui nous parviennent de la frontière grecque», a déclaré Recep Tayyip Erdogan, qualifiant également les autorités grecques de «barbares» et de «fascistes». L'UE pour sa part a accusé le chef d'État de «chantage» aux migrants, l'appelant à respecter les engagements issus d'un accord UE-Turquie conclu en mars 2016 qui prévoit que les migrants restent en Turquie en échange notamment d'une aide financière européenne. Mais Ankara accuse l'UE de n'avoir pas tenu toutes les promesses prévues par cet accord et soutient qu'il est nécessaire de le «mettre à jour» en raison des derniers développements en Syrie, notamment dans la province d'Idleb, au nord-ouest de la Syrie. Dans cette région frontalière de la Turquie, près d'un million de personnes ont été déplacées par des violences depuis décembre. Ankara, qui accueille déjà quelque 3,6 millions de Syriens sur son territoire, redoute un nouvel afflux de réfugiés. Comme à son habitude Erdogan continue à traiter avec ses «alliés» en usant de menace et de provocation et semble incapable de nouer un dialogue avec les Européens. Ces derniers quant à eux semblent incapables de tenir tête au dirigeant turc et continuent de chercher à négocier en feignant visiblement d'ignorer tous les dépassements de langage d'Erdogan et en continuant à agir avec la faiblesse qui permet justement au président turc de se faire si virulent à leur égard. F. M.

Russie

Poutine «pour toujours»

Soutiens et opposition se mobilisent Les fidèles du Kremlin comme les opposants se mobilisent hier après un nouveau coup de théâtre de Vladimir Poutine, qui a ouvert avec une réforme constitutionnelle la voie à son maintien à la présidence jusqu'en 2036. Cet amendement à la loi fondamentale, ajouté mardi à la surprise générale à une réforme plus vaste, permettra à l'homme fort de Russie de «réinitialiser» son compteur de mandats présidentiels, afin de lui donner le droit de se représenter en 2024 mais aussi en 2030. La Cour constitutionnelle doit valider la manœuvre, à la demande de M. Poutine. Adoptée en troisième lecture hier par les députés, l'ensemble de la révision constitutionnelle, qui inclut aussi un renforcement des prérogatives présiden-

tielles, des mesures sociales et des principes sociétaux conservateurs, doit être validé encore par la chambre haute du Parlement et un «vote populaire» le 22 avril. Les alliés politiques du président se sont réjouis de la possibilité du maintien au pouvoir de M. Poutine, 67 ans, aux commandes de la Russie depuis 20 ans. Le loyal maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a estimé ainsi qu'interdire à M. Poutine de se représenter en 2024, du fait de l'actuelle limite à deux mandats consécutifs, était «un facteur déstabilisateur» pour le pays. Il a fait valoir la «stabilité» du pouvoir face aux ennemis «intérieurs et extérieurs» de la Russie, qui «tentent de saper notre indépendance et notre économie». Le président de la chambre basse du Parlement, Viatcheslav Volodine,

a estimé que la réforme «renforcera le pays». La présidente de la chambre haute, Valentina Matvienko, a assuré elle que les élections de 2024 n'étaient pas pour autant «jouées d'avance». Du côté des détracteurs du pouvoir, cette mesure surprise prouve que M. Poutine a l'intention de rester indéfiniment au pouvoir, même s'il avait assuré le contraire par le passé. Certains ont aussi dénoncé la décision mardi de Sergueï Sobianine de bannir les rassemblements de plus de 5 000 personnes, officiellement pour cause d'épidémie de coronavirus. Cette annonce est cependant intervenue juste après que l'opposition a annoncé son intention de manifester courant mars contre M. Poutine à Moscou, théâtre cet été de vastes manifestations qui avaient été réprimées.

Hommage à Abdelkader Alloula à Oran

Une archive importante remise au théâtre de la ville

■ Feu Abdelkader Alloula est encore vivant dans la mémoire des passionnés et professionnels du sixième art. Commémorant le 26^e anniversaire de sa disparition en présence des membres de sa famille, ses amis et hommes de théâtre, un lot important des archives du regretté Alloula a été remis au théâtre de la ville d'Oran. Lors de cette journée où un vibrant hommage a été rendu au défunt, une exposition photographique inédite, relatant une partie du parcours d'Alloula à travers une quarantaine de clichés de certaines de ses pièces théâtrales était ouverte au public.

Par Abla Selles

La disparition de Abdelkader Alloula été une véritable perte pour la culture algérienne en général et le théâtre en particulier. Cet homme qui a laissé son empreinte très particulière dans le sixième art, vit encore à travers l'archive qu'il a laissée derrière lui. En effet, un lot important de plus de huit cents archives a été remis au théâtre régional d'Oran par la famille du défunt. C'est dans le cadre de la commémoration du 26^e anniversaire de la disparition du regretté dramaturge que sa femme, Raja Alloula, a remis les archives du défunt. «Il s'agit d'un lot important comprenant, entre autres, des notes personnelles d'Alloula manuscrites et dactylographiées, des documents de presse, des photos et des enregistrements audio et vidéo», a indiqué le directeur du

TRO, Mourad Senouci, lors d'un hommage rendu à la mémoire de l'artiste.

Un public nombreux a assisté à la cérémonie commémorative tenue au siège du TRO en présence de Raja Alloula, la veuve du dramaturge et présidente de la Fondation Alloula qui conservait jusque-là les archives du dramaturge.

Les responsables des deux institutions partenaires, M. Senouci et M^{me} Alloula se sont félicités de cette initiative qui donnera, ont-ils souligné, «une plus grande accessibilité à l'œuvre d'Alloula au profit des étudiants et chercheurs».

Le directeur du TRO a fait savoir que le classement des nouvelles archives sera prochainement lancé avec l'aide du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC), basé à Oran.

La cérémonie commémorati-



ve avait débuté par le vernissage d'une exposition photographique inédite, relatant une partie du parcours d'Alloula à travers une

quarantaine de clichés de certaines de ses pièces théâtrales comme «El-Ajouad», «El-Khobza», «Homk Salim» et

«Laalegue».

Cette exposition comporte une collection de quarante photos d'époque signées feu Ali Hafied (1962-2015) qui fut photographe de presse et l'ami de nombreux artistes à l'instar d'Alloula.

Ali Hafied avait fait don de cette collection au Musée national des beaux-Arts d'Alger qui a accepté de la mettre en relief au TRO, rendant ainsi un hommage posthume au dramaturge et au photographe.

La commémoration a été marquée par la présentation d'un nouveau spectacle de rue coproduit par le TRO et la troupe Mass'Art, évoquant ainsi la tradition de la «halqa» si chère à Alloula.

Abdelkader Alloula s'est éteint le 10 mars 1994 à Oran, victime d'un lâche attentat terroriste, laissant derrière lui un riche legs artistique, dont la célèbre trilogie «Lagoual» (les dires, 1980), «El-Ajouad» (les généreux, 1985) et «El-Lithem» (le voile, 1989). A. S.

F. H.

Festival international de la musique Diwane

L'évènement délocalisé à Béchar

Le Festival international de la musique Diwane d'Alger sera délocalisé à Béchar, a annoncé, mardi dans la soirée, la ministre de la Culture, Malika Bendouda.

«Désormais, cette manifestation musicale internationale sera organisée à Béchar au lieu d'Alger, du fait que cette ville du sud-ouest du pays est connue pour ce patrimoine musical et chorégraphique ancestral», a affirmé M^{me} Bendouda qui effectuait une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béchar.

«Cette décision s'inscrit dans le cadre de la révision des mécanismes de gestion et organisation des manifestations culturelles nationales et internationales à travers le pays, ainsi que de la conception générale de la culture et ses valeurs civilisationnelles», a-t-elle expliqué.

Pour la ministre de la Culture, «il est temps de réconcilier les citoyens avec leur culture, identité et patrimoine culturel, et ce, avec

l'apport du mouvement associatif activant dans le domaine, qui aura désormais une place importante dans nos actions et opérations de prise en charge conséquente et rigoureuse du secteur de la culture», a-t-elle souligné.

M^{me} Bendouda a aussi annoncé que «désormais, l'ensemble des établissements du secteur seront ouverts même après les heures de travail réglementaire aux associations culturelles et autres compétences et talents culturels, le cas est le même pour les instituts régionaux de musique et leurs annexes», a-t-elle indiqué.

La décision de la délocalisation du Festival international de la musique Diwane d'Alger vers Béchar a été accueillie favorablement par des artistes et des associations culturelles adeptes de ce genre musical et chorégraphique. Ils ont relevé que cette manifestation de dimension internationale aura cer-

tainement des retombées notamment économiques importantes sur la ville de Béchar.

La ministre de la Culture a annoncé entre autres à Kenadza, le lancement prochain d'une opération de réhabilitation des manuscrits de la khizana de cette localité (18 km au sud de Béchar). «Une opération de réhabilitation des 250 manuscrits de cet établissement sera réalisée avec le concours d'experts et autres spécialistes nationaux en la matière, notamment ceux du Centre national des manuscrits d'Adrar et de la Bibliothèque nationale», a affirmé la ministre lors de sa visite de cette khizana, située à proximité de la zaouïa de Kenadza.

«Nous voulons prendre en charge ce patrimoine culturel et scientifique pour le sauver de la déperdition et des aléas de la nature, au regard de sa valeur historique», a-t-elle ajouté.

F. H.

Festival de Cannes

L'édition 2020 peut être annulée

Le Festival de Cannes se veut optimiste quant à la tenue de sa prochaine édition en mai, mais n'exclut pas pour autant une annulation face à la propagation du coronavirus et les mesures restrictives mises en place en France, a affirmé mardi son président, Pierre Lescure.

«On reste raisonnablement optimistes en espérant que le pic de l'épidémie soit atteint fin mars et que l'on respire un peu mieux en avril», a-t-il affirmé au «Figaro», alors que les spéculations vont bon train sur la tenue du rendez-vous annuel du 7^e art sur la Croisette. «Mais nous ne sommes pas inconscients. Si ce

n'est pas le cas, on annulera», a-t-il souligné. De nombreux événements prévus dans le monde du sport, du spectacle et de la culture sont annulés chaque jour, avec l'interdiction d'abord de rassemblements de plus de 5 000 personnes, ramenée dimanche à 1 000 personnes.

Cette décision est prévue jusqu'au 15 avril pour l'instant, mais l'inéluctable passage au stade épidémique en France constitue une épée de Damoclès pour les organisateurs d'événements.

Le Festival de Cannes a refusé de souscrire récemment une option couvrant les épidémies et les pandémies, a écrit mardi la

revue spécialisée «Variety». «On nous proposait seulement de nous couvrir à hauteur de 2 millions d'euros alors que notre budget s'élève à 32 millions», a argué M. Lescure. «Ce n'est pas grave car nous avons des réserves», affirme-t-il, citant l'existence d'un fonds de dotation qui pourrait leur permettre de «faire face à au moins une année sans recettes».

Le 73^e Festival de Cannes doit se dérouler du 12 au 23 mai, avec le cinéaste américain Spike Lee comme président du jury. La liste des films en compétition pour la Palme d'or doit être dévoilée lors d'une conférence de presse le 16 avril. A Cannes,

plusieurs salons professionnels phares ont déjà été reportés, comme le Mipim pour l'immobilier ou la 3^e édition du Festival Cannes Séries. Pour le Mip TV, deuxième grand événement mondial des professionnels de la télévision prévu du 30 mars au 2 avril, une annulation sèche a été décidée par les organisateurs.

La situation est «un véritable désastre social et économique», a déploré la semaine dernière le maire LR David Lisnard qui a sollicité «des mesures immédiates» des autorités ainsi qu'«un fonds d'urgence».

L. B.

AGEND'ART

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 13 mars :

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska (25 artistes peintres femmes).

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)

Jusqu'au 15 mars :

Exposition collective de peinture «Lumières d'Algérie», avec les artistes Mayuka Wakai (Japon), Moncef Guita, Abdelhadi Talbi, Hachemi Ameur, Djazia Cherrih, Mejda Ben, Ahmed Chihabi, Ilyes Belkaïd, Sofiane Dey, Amel Dekar, Salah-Eddine Lalaoui, Nouicer Nedjm, Zoulikha Rediza et Ahmed Zerib.



Brentford FC

Benrahma meilleur joueur du mois ?

L'ATTAQUANT international algérien de Brentford, Saïd Benrahma, a été nommé pour le trophée de joueur du mois du championnat d'Angleterre de football (Championship, 2^e Div.), après s'être distingué au mois de février en inscrivant 5 buts. Benrahma (24 ans) est en lice en compagnie de Cauley Woodrow (Barnsley), Tom Lawrence (Derby County), Lukas Jutkiewicz (Birmingham City), Luke Ayling (Leeds United) et le gardien de but Christian Walton (Brighton/Hove Albion). L'ancien Niçois a été déjà nommé pour le trophée du meilleur joueur de l'année de Championship, aux «London Football Awards», récompensant les meilleurs footballeurs évoluant au sein des clubs londoniens. Benrahma a également débuté le mois de

mars de la plus belle des manières en délivrant cette semaine deux passes décisives lors de la large victoire de son équipe face à Sheffield (5-0), portant à huit le nombre de ses offrandes. A Brentford avec lequel son contrat court jusqu'en 2022, l'enfant d'Aïn Témouchent est devenu l'une des pièces maîtresses, contribuant grandement à la 4^e place que son équipe occupe en Championship, synonyme de barrages d'accession. En sélection nationale, Saïd Benrahma avait honoré sa première sélection en septembre 2015 sous l'ancien sélectionneur français Christian Gourcuff qui l'avait retenu dans une liste de 22 joueurs dans le cadre des matchs amicaux contre la Guinée (défaite 2-1) et le Sénégal (victoire 1-0).

Kick-boxing/ Championnat national (juniors-seniors)

Une forte participation attendue à Alger

LE CHAMPIONNAT d'Algérie masculin de kick-boxing (juniors, seniors) se déroulera jeudi, vendredi et samedi à la salle Harcha-Hacène (Alger), avec la participation attendue de plus de 450 athlètes représentant 32 ligues de wilaya, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline. Selon le programme de la compétition, la 1^{re} journée de compétition prévue jeudi sera consacrée à la pesée des athlètes et au début des éliminatoires dans les deux catégories

et qui se poursuivront vendredi. La 3^e et dernière journée de compétition, samedi, verra le déroulement des demi-finales (08h00) et finales (14h00). Les organisateurs ont indiqué que cette compétition concernera 13 catégories de poids chez les seniors et 14 chez les juniors. La dernière édition du Championnat d'Algérie de kick-boxing (juniors, seniors), disputée en 2019 à Constantine, avait enregistré la domination des Ligues de Constantine, Alger et Oran.

Tennis/Tournoi ITF de Monastir

Ibbou entamera face à une Allemande

L'ALGÉRIENNE Ines Ibbou sera opposée à l'Allemande Franziska Szedat au premier tour du tableau final d'un tournoi international de tennis qui se déroule du 10 au 15 mars sur des courts en surface rapide à Monastir (Tunisie), selon le programme de compétition dévoilé mardi par les organisateurs. Un match qui devrait être à la portée de l'Algérienne de 21 ans, tête de série N8 de cette compétition à 15 000 USD, car elle occupe le 150^e rang mondial au classement de la Fédération internationale de tennis (ITF), alors que

l'Allemande de 19 ans n'est que 1103^e. En double, Ibbou a choisi de faire équipe avec la Néerlandaise Merel Hoedt, et pour leur premier match, elles seront opposées à un tandem italo-suisse, composé de Giulia Crescenzi et Nicole Gadiant. La compétition a drainé la participation de certaines joueuses relativement assez bien classées sur le plan mondial, notamment la Française Lou Brouleau, qui occupe le 22^e rang chez l'ITF et le 383^e chez les professionnelles de la World Tennis Association (WTA).

Cross-country/Championnats d'Afrique 2020

16 athlètes seront présents à Lomé

SEIZE ATHLÈTES (13 messieurs et 3 dames) représenteront l'Algérie aux prochains Championnats d'Afrique de Cross-country, prévus le 8 avril à Lomé (Togo), a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Il s'agit de Hamza Hadjlaoui et Amina Bettiche chez les seniors. Abdelkader Mechiche, Hamdani Benahmed, Hamza Amraoui, Wail Bourahli, Walid Naâm et Hachem Merrad chez les juniors (garçons), au moment où Ghania Rezzik sera la seule représentante algérienne chez les juniors/filles. Idem chez les cadettes, où la Direction technique nationale n'a retenu qu'une seule représentante, en l'occurrence Rokaia Mouici, alors que chez les garçons, le

nombre d'athlètes sélectionnés est de six, à savoir : Yazid Dalla, Abderrahmane Daoud, Khaled Ouakide, Oussama Tanem, Mamar Abdeljalil Dahmani et Yasser Touahir. Pour peaufiner leur préparation avant le départ à Lomé, les sélections algériennes effectueront un stage bloqué du 12 au 30 mars, au Centre de préparation «El Bez» de Sétif. Pour établir cette liste, la Direction technique nationale (DTN) s'est basée uniquement sur les résultats du Championnat national, disputé le 29 février dernier à Oran, d'où l'absence de certaines figures importantes, comme Rihame Sennani et Kenza Dahmani chez les seniors/dames, ainsi que Taleb Ayoub chez les juniors/garçons.

Eliminatoires de la CAN 2021 Les Verts évolueront à huis clos face au Zimbabwe

■ Avec la décision des autorités de faire jouer tous les matchs du championnat à huis clos dans un souci de prévention contre le coronavirus, certains ne pensaient pas que le match de la sélection nationale face au Zimbabwe pour le compte des éliminatoires de la CAN 2021 le 26 mars prochain aller aussi être concerné par la mesure.



L'EN perdra le soutien de son public

Par Mahfoud M.

Toutefois, la FAF a pris la décision de ne prendre aucun risque et de jouer donc ce match à huis clos, surtout que la rencontre se déroulera sur le petit stade Tchaker de Blida, ce qui accentuera le risque de la propagation du virus avec l'attroupement des fans dans les travées du stade pour supporter la sélection nationale. Ce sera un coup dur sans doute pour les poulains de Belmadi qui souhaitent avoir le soutien de leurs fans pour cette rencontre très importante afin de pouvoir l'emporter et garder donc leurs distances vis-à-vis de leurs concurrents pour pouvoir décrocher le billet qualificatif

pour la phase finale de la CAN. A noter que la fédération avait pris certaines précautions et une visite avait été organisée au stade du 5-Juillet d'Alger pour voir s'il avait la capacité d'accueillir le match au cas où il ne pourrait pas se dérouler à Blida. Mais il semble tout est clair maintenant, et le match se jouera donc sans la présence du public. Toutefois, le président de la FAF, Kheiredine Zetchi, n'exclut pas une possibilité pour une domiciliation au temple olympique pour les prochaines rencontres de la sélection, que ce soit pour le compte des éliminatoires de la CAN ou du Mondial. D'ailleurs, Zetchi a demandé au premier responsable de cette infrastructure de réserver des vestiaires

spécialement aux Verts qui ne seront utilisés que par les joueurs de l'EN lors de leurs matchs. Par ailleurs et pour ce qui est du match retour face au Zimbabwe, nous apprenons qu'il se déroulera officiellement en Afrique du Sud à Soweto, même si la FAF a proposé à la CAF de le faire jouer en aller retour en Algérie étant donné qu'il se jouera à huis clos. Enfin, la fédération devrait reporter l'hommage qui devait être réservé à l'ex-défenseur des Verts, Carl Medjani, qui a décidé de mettre un terme à sa carrière avec la sélection nationale, vu qu'il ne pourra pas se faire sans la présence du public.

M. M.

Coupe d'Algérie (1/4 de finale - aller)

Pas de vainqueurs pour WAB-USB et CABBA-ESS

Les deux premiers matchs comptant pour les quarts de finale aller de la Coupe d'Algérie de football se sont terminés sur des nuls et n'ont pas connu de vainqueurs, en attendant la deuxième manche qui aura lieu les 20 et 21 mars prochains.

Ainsi, le WA Boufarik (Division nationale amateur) a réalisé mardi après-midi une bonne opération, en tenant en échec en déplacement l'US Biskra 1 à 1. Les Boufarikois ont ouvert le score dès la 2^e minute de jeu par Ahmad Maâmeri. Les gars des «Zibans» ont dû attendre le dernier quart d'heure pour remettre les pendules à l'heure grâce à Hicham Mokhtar (75'). Après

avoir permis le luxe d'éliminer tour à tour le MC Alger et le MC Oran, respectivement en 1/16 et 1/8 de finale, le WAB prend ainsi une option pour les demi-finales, en attendant de confirmer ce résultat lors de la seconde manche prévue le 20 ou 21 mars.

Le choc de ce tour qui a opposé les deux voisins, le CA Bordj Bou Arréridj et l'ES Sétif au stade du 20-Août-55 d'El Bordj, dans un derby passionnant, s'est soldé, lui aussi, sur un score nul. Les buts de la rencontre ont été inscrits par le Malien Malick Touré (67') pour l'ESS et Youcif Yagub (90'+4) pour le CABBA. Ce résultat

arrange plus l'Aigle Noir qui sera favori, sans doute, au match retour, d'autant plus que les Sétifiens reviennent en force ces derniers temps et ne souhaitent pas laisser filer cette chance de jouer à fond la Coupe, avec la sortie prématurée des grands ténors. L'ESS est la seule équipe parmi celles ayant le plus grand nombre de trophées à être toujours en course et souhaite décrocher sa neuvième Coupe d'Algérie pour sauver sa saison, même si elle est aussi en course pour le titre de champion d'Algérie.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

APC de Taourit-Ighil/Béjaïa

Débloqué après de longs mois de conflit

L'APC de Taourit-Ighil (Adekar) a enfin rouvert ses portes après une fermeture qui aura duré plus de plus de trois mois soit, depuis le 24 novembre de l'année dernière par la population. Cette ouverture intervient après l'installation d'un nouveau président. Il s'agit d'Ahmed Moussouni. Ce dernier a été désigné maire par intérim en remplacement de Amar Amoura suspendu par le wali, conformément à l'article 43 du code communal. Le siège de l'APC de Taourit-Ighil avait été bloqué depuis deux années. La désignation du maire a été validée par les élus qui ont pris l'engagement de travailler avec le nouveau maire et surtout débloquent la situation qui a stagné depuis des années dans cette localité à cause de certains conflits que tout le monde ne pouvait alors transcender. Par ailleurs, le conflit opposant des populations à l'APC de Béni Djéllil au sujet du développement a été à l'ordre du jour d'une rencontre qui a regroupé ces derniers jours les élus et des respon-

sables de wilaya dont le wali et des villageois. «Au cours de cette réunion, tous les problèmes relatifs au développement de la commune (eau, gaz, électricité, sport, aménagement...), ont été abordés», a-t-on indiqué. «Après avoir écouté les préoccupations des élus liées au raccordement au gaz de ville, l'alimentation en eau potable et la réfection des chemins, le premier responsable de la wilaya a rassuré les élus locaux et la population de son soutien indéfectible et celui de ses directeurs de l'exécutif. Ces derniers ont, d'ailleurs, été instruits, pour les assister dans tous les domaines et mettre en place les moyens appropriés afin de les aider à améliorer le cadre de vie du citoyen dans cette région», selon la cellule de communication de la wilaya. Et d'ajouter : «des mesures ont été prises pour épauler les élus de cette commune ainsi que tous les élus de la wilaya dans la gestion des affaires de la collectivité».

Hocine Cherfa

2^e réunion du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye

Djerad représente Tebboune au Congo

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a chargé, mercredi, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad de le représenter aux travaux de la 2^e réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, prévue demain jeudi à Oyo (Congo), indique un communiqué de la présidence de la République. «Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a chargé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad de se rendre, aujourd'hui mercredi 11 mars 2020 en République du Congo, pour le représenter aux travaux de la 2^e réunion du Comité de haut niveau de l'Union

africaine (UA) sur la Libye, prévue demain à Oyo (Congo)», précise la même source. «Le président de la République avait accepté l'invitation de son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso», ajoute la même source, précisant que «cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Algérie visant à coordonner les positions internationales pour la reprise du processus pacifique des négociations entre les parties au conflit libyen, loin de toute intervention militaire étrangère, afin de garantir l'unité et la souveraineté de l'Etat libyen frère».

R. M.

Asphyxie au gaz à Cherchell

Mort de l'adjoint du procureur avec sa femme et son fils

L'adjoint du procureur de la République près le tribunal de Cherchell (Tipasa) est décédé mercredi, avec sa femme et son fils, suite à une fuite de gaz au niveau de son logement de fonction, sis dans le tribunal, a-t-on appris auprès de la cour de Tipasa. Les services de la Protection civile sont intervenus, aux environs de 9h00 du matin, au niveau du logement de fonction sis au tribunal de Cherchell, où a été constaté le décès de l'adjoint du procureur de la République,

avec sa femme et son fils, suite à une inhalation de gaz, selon les premières informations de l'enquête judiciaire diligentée à ce propos. En l'occurrence, il s'agit du décès de l'adjoint du procureur de la République Faouzi Mahdi (30 ans), sa femme (28 ans) et leur fils de deux ans, a-t-on ajouté de même source. La même source a, également, signalé l'ouverture d'une enquête par les services de la police judiciaire territorialement compétents, au moment où le procureur géné-

L'immigration clandestine en Méditerranée



Loumis

Djalou@hotmail.com

Condamné à un an de prison dont 6 mois avec sursis

Karim Tabbou sera libre le 26 mars

■ Poursuivi pour «atteinte à l'unité nationale», Tabbou a été acquitté de l'accusation d'«atteinte à la défense nationale».

Par Slim O.

Le tribunal de Sidi M'hamed à Alger a condamné, mercredi, le militant politique, Karim Tabbou, à un an de prison dont 6 mois avec sursis, pour atteinte à l'unité nationale. A l'issue d'un procès, entamé début mars, le tribunal a prononcé, à l'encontre de Tabbou, une peine d'une année de prison dont six mois avec sursis assortie d'une amende de 50 000 DA. Poursuivi pour «atteinte à l'unité nationale», Tabbou a été acquitté de l'accusation d'«atteinte à la défense nationale». Placé en détention provisoire fin septembre dernier, le porte-parole du parti de l'Union démocratique et sociale (UDS-non agrée) devrait quitter la prison de Koléa (w.Tipasa), le 26 mars courant. Pour rappel, le procureur de la République avait



requis, le 5 mars dernier, une peine de quatre ans de prison ferme assortie d'une amende

de 200 000 DA à l'encontre de Karim Tabbou.

S. O./APS

Wilaya de Béchar

Plus de 10 quintaux de kif traité saisis

UNE QUANTITÉ de kif traité s'élevant à 10 quintaux et 50 kilogrammes a été saisie mardi par un détachement combiné de l'ANP dans la localité frontalière de Béni Ouenif (wilaya de Béchar), indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, dans la dynamique des opérations visant à mettre en échec les tentatives de narcotrafic dans notre pays et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a saisi, le 10 mars 2020, dans la localité frontalière de Béni Ouenif, wilaya de Béchar une grande quantité de kif traité s'élevant à dix quintaux et cinquante kilogrammes», précise le communiqué. Dans le même

contexte, un autre détachement de l'ANP «a intercepté, en coordination avec les services de la Sûreté nationale à Tlemcen, quatre narcotrafiquants en leur possession neuf kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Ouargla, trois autres narcotrafiquants en leur possession 2,18 kilogrammes de la même substance, ainsi que 1 126 comprimés psychotropes», note la même source. Par ailleurs, un détachement de l'ANP «a intercepté, à In Guezzam trois individus et saisi deux véhicules et 1,75 tonne de denrées alimentaires, alors que 37 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Ouargla et Bordj Badji Mokhtar», ajoute le communiqué.

S. O.